

**INTERVENTION DE CHRISTOPHE ROUILLON,
PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS,**

**EN RÉPLIQUE À ANGELA MERKEL
CHANCELLIÈRE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,
PRÉSIDENTE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE**

**BRUXELLES, 13 OCTOBRE 2020
Bâtiment Charlemagne**

Sehr geehrte Frau Bundeskanzlerin, liebe Angela Merkel,

Nous sommes de familles politiques différentes mais je souhaite, en ma qualité de président du groupe socialiste du Comité européen de Régions, rendre hommage à votre action à deux moments-charnière de l'histoire récente de l'intégration européenne : d'une part, lors de l'apogée de la crise migratoire de 2015 et d'autre part, cette année pour votre rôle déterminant dans la conception de l'historique plan de relance européen.

Vous avez apporté la preuve que la solidarité européenne n'est pas une chimère en acceptant que l'UE mette sur la table 750 milliards d'euros pour faire face aux conséquences économiques et sociales dévastatrice de la COVID-19. Vous faites partie des grands bâtisseurs de l'Europe !

Madame la Chancelière,

Le baromètre annuel des régions et des villes, publié hier par le Comité Européen des Régions, apporte la preuve que l'Allemagne et ses Länder ont été plus résistants face à la crise que la plupart des autres Etats-membres.

Oui, la décentralisation est indispensable pour s'adapter vite aux bouleversements économiques et sociaux et elle assure une légitimité démocratique aux décisions prises en temps de crise.

Je sais que la concertation permanente avec les 16 ministres-présidents des Länder n'est pas toujours un long fleuve tranquille. Pourtant, les résultats restent incomparablement meilleurs que ceux que l'on peut obtenir par une méthode centralisée et dirigiste.

Face à ce constat, je sollicite votre appui au niveau du Conseil Européen pour que cette approche décentralisée et ciblée, cette « subsidiarité active », dont vous parliez à l'instant, soit transposée au niveau européen, en particulier dans la mise en œuvre du plan de relance européen et la gouvernance économique de l'Union.

En effet, le plan de relance européen laisse aux gouvernements centraux le pouvoir exclusif de proposer les plans nationaux d'investissement eux-mêmes passés au crible du fameux et parfois même fumeux Semestre Européen.

Or, il est prouvé que le Semestre Européen est peu efficace du fait de son approche verticale du sommet vers les territoires. Le Semestre Européen reste aussi une « boîte noire » en termes de transparence et d'exigence démocratique. Ni le Parlement Européen, ni le Comité Européen des Régions, ni les collectivités territoriales au niveau national n'y ont pour l'instant leur place. C'est totalement anormal !

Nous plaidons vigoureusement pour associer les collectivités territoriales à l'élaboration des plans nationaux et au suivi du plan de relance européen. Concrètement, au niveau de l'agglomération du Mans par exemple, comment avoir la garantie que le projet « 1.000 bus à hydrogène », développé par Le Mans Métropole dont je suis le vice-président, soit jugé éligible au plan de relance européen par « Paris » ?

Un dernier mot par rapport à l'avenir de l'intégration européenne. Je comprends que les chefs d'Etat et de gouvernement ont le nez dans le guidon en raison de la priorité donnée au plan de relance et à l'adoption du budget 2021-2027 d'ici la fin de l'année. Il faut néanmoins lever la tête et continuer à préparer l'avenir car, comme l'a justement dit le père de notre institution Jacques Delors, "L'Europe, c'est comme la bicyclette : si elle n'avance pas, elle tombe".

Mais, madame la Chancelière, pouvez-vous aussi pendant votre Présidence du Conseil de l'Union européenne donner l'impulsion nécessaire pour engager les travaux de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe ? Nous regrettons d'ailleurs qu'elle n'apparaisse pas explicitement dans l'Agenda Stratégique adopté par le Conseil Européen au début du mois.

Cette Conférence ne doit être ni un exercice de "com'" pour les gouvernements, ni un rafistolage institutionnel mais être l'occasion de tirer des conclusions opérationnelles et décentralisées pour "l'Europe d'après" : comment renforcer la solidarité européenne en matière de santé ? Comment garantir que le Pacte vert, le "Green Deal" de Franz Timmermans, devienne la priorité de l'action européenne et se concrétise dans tous les territoires y compris dans ma ville Coulaines ? Face à la pandémie de la COVID-19, comment doter l'Europe d'armes pour résister à l'effondrement économique et social et pour déclencher une croissance plus solidaire et plus écologique ?

Chère Angela Merkel, vous pouvez encore beaucoup pour l'Europe ! Nous comptons aussi sur vous et vous pouvez compter sur les 100 000 communes et régions d'Europe !

Vielen Dank für ihre Aufmerksamkeit
et merci par avance de vos réponses.